



HAL
open science

Libye : que faire de la Révolution ?

Luis Martinez

► **To cite this version:**

| Luis Martinez. Libye : que faire de la Révolution ?. Les Dossiers du CERI, 2010, pp.1-7. hal-01023822

HAL Id: hal-01023822

<https://sciencespo.hal.science/hal-01023822>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



SciencesPo.

CERI
CNRS

LIBYE : QUE FAIRE DE LA REVOLUTION ?

Luiz Martinez*

Surmontant les trois défis qui le menaçaient au cours de la décennie quatre-vingt-dix (dissidence islamiste armée, sanctions internationales et tentatives de coup d'Etat), le régime libyen est parvenu à survivre et à exploiter les deux opportunités qui se sont offertes à lui : les attentats du 11 septembre 2001 et l'invasion de l'Irak en mars 2003. En fin tacticien, M. Qadhafi a intégré la Libye dans « la guerre contre le terrorisme mondial » et a construit de son pays l'image d'un Eldorado en Méditerranée. Cette conversion s'est accompagnée d'un nouveau langage, adapté au standard de la communauté internationale où fleurissent les termes de transparence, de lutte contre la corruption et de démocratie. Ce changement est le produit d'une nouvelle « stratégie économique nationale ». Michael Porter, professeur à Harvard, en est le *designer*. Dans la préface d'un rapport de 200 pages réalisé en coopération avec le Conseil général du plan libyen, il dessine la Libye du futur : « elle sera rayonnante tant son potentiel est énorme »... Pour Seif el Islam, désigné, le 21 octobre 2009, coordinateur général des commandements populaires sociaux, et donc de fait numéro deux du régime : « la Libye sera un pays moderne, avec des infrastructures

modernes, un PNB élevé. Ses citoyens auront le meilleur niveau de vie de la région. La Libye aura des relations plus proches avec le reste du monde, avec l'Afrique, un partenariat avec l'UE. Elle adhèrera à l'OMC. La Libye sera le pont entre l'Europe et l'Afrique »¹.

Pour réaliser son devenir, le régime se devait d'abord de réintégrer la communauté internationale, en d'autres termes de faire lever l'embargo. Sa préoccupation a donc été de mettre fin au régime des sanctions. Pour cela, il a accepté le principe d'indemnisation des familles de victimes de l'attentat de Lockerbie alors même qu'il n'a jamais reconnu sa responsabilité. Une coalition libérale, représentée par Seif El Islam, a pris l'initiative de faire basculer le régime dans le « bon camp », celui des Etats-Unis et de ses alliés. Pour les réformateurs, qui composent cette coalition, la Libye ne doit plus reproduire les erreurs du passé mais bien au contraire exploiter, dans le monde de l'après 11 septembre 2001, ses avantages comparatifs et offrir à ses nouveaux alliés l'approvisionnement énergétique nécessaire et une coopération dans les domaines de la sécurité.

La Libye se convertit à vive allure et dans tous les domaines. Elle met en avant la convergence de ses intérêts avec ceux des Etats-Unis et de l'Europe. Elle met un terme à son programme de développement d'armes de destruction massive (ADM) et encourage les autres régimes à en faire autant. Elle libéralise son secteur pétrolier et offre à l'Europe des garanties sur son approvisionnement en énergie. Les nouvelles élites qui émergent dans les domaines pétrolier et sécuritaire, formées aux Etats-Unis, marginalisent progressivement les « révolutionnaires » formés en Europe de l'Est. Pour ces nouvelles élites, la Libye doit impérativement s'ancrer dans le monde occidental. Mais comment défaire sans remous le régime révolutionnaire ? Celui-ci dispose encore de « chiens de garde » qui n'apprécient pas les changements du régime. En somme, que faire de la Révolution et comment rendre la Jamahiriyya (État des masses) efficace ? Pour les réformateurs, le modèle est la Chine communiste : faire cohabiter le patrimoine révolutionnaire (la Révolution, le Livre Vert)

¹ Interview, *Le Figaro*, 8 décembre 2007.

avec une économie de marché. Seif El Islam, le 21 août 2007, a appelé à la fin de l'ère révolutionnaire et à la transformation de la Révolution en un État constitutionnel. En 2008, il a fait appel à des professeurs de renom, afin de participer à l'élaboration d'une Constitution préparant la voie à la succession de son père sans pour autant modifier la nature non démocratique du régime.

Dès la levée de l'embargo, le régime a commencé à se délester de son héritage révolutionnaire. Ainsi, en janvier 2005, une directive du colonel Qadhafi, adressée au Congrès général du peuple (le Parlement), a demandé l'abolition de la Cour du Peuple (procès politique secret). L'abolition des tribunaux révolutionnaires a constitué une réponse aux campagnes menées par les défenseurs des droits de l'homme. Mais, pour la population, le problème majeur provenait de l'organisation politique du régime. Bien qu'en 2000, M. Qadhafi avait décidé, dans un instant de colère, de « tout abolir », les problèmes n'en sont pas moins restés : « Vous tenez (membres du Congrès général du peuple) à préserver des méthodes désuètes pour justifier le gaspillage du pétrole... Ce système est aboli. Tous les projets, le budget et l'argent, tout ce que vous faites à l'intérieur des *Sha'abiyates* (les régions) ne dépendra plus « d'en haut », de Tripoli, de Kuffra ou de Syrte »². Déçu, Qadhafi a décrété la décentralisation obligatoire : « au niveau de la *Sha'abiyate*, vous avez tout ce qu'il vous faut et des secrétaires pour tous les secteurs : la santé, l'éducation, l'agriculture, l'industrie. Il n'est donc pas nécessaire de se référer à quelqu'un 'd'en haut'. C'est à vous seuls maintenant d'assumer vos responsabilités. Ce système va continuer pendant cinquante ou cent ans, jusqu'à ce que vous ayez compris. Seulement alors, nous pourrions revenir au système du Comité populaire général (gouvernement) ». Dans la foulée, trente et une *Sha'abiyates* ont été créées et ont pu disposer, en théorie, de la gestion des ressources locales (budget, etc.). Les Congrès populaires de base ont été répartis dans chacune de ces *Sha'abiyates*, afin de garantir, en théorie là encore, l'expression du peuple. Chaque

² Discours devant le Congrès Général du Peuple, janvier 2000. En 1998, la plupart des ministères ont été transférés de Tripoli vers les villes De Benghazi, Kufra et Syrte.

Sha'abiyate dispose de son comité populaire, qui est le pouvoir exécutif, et de ses secrétariats (départements de l'éducation, de la santé, etc.)³. Or, pour les Libyens, la décentralisation soulève le problème du transfert des allocations : les municipalités ne prélevant pas d'impôt, elles demeurent dépendantes des revenus en provenance de la capitale. Par ce biais, le régime n'a fait qu'exposer les responsables locaux au mécontentement populaire. Or, tout le problème est là : s'il faut vivre avec la *Jamahiriyya*, comment la rendre efficace ? Pour rendre efficace la *Jamahiriyya*, les réformateurs considèrent que son basculement dans une économie de marché est subordonné à l'institutionnalisation de la Révolution : il faut d'abord rassurer les « révolutionnaires » avec des garanties inscrites dans la future constitution, afin de pouvoir édifier un cadre économique plus ouvert. Malgré tout, ces transformations suscitent des inquiétudes auprès des « révolutionnaires » qui craignent l'ouverture de la boîte de Pandore⁴. En effet, la *Jamahiriyya* est pour ses serviteurs un instrument d'enrichissement formidable qui fonctionne dans la plus grande opacité. La remise en question de ce système économique provoque des remous que le Guide se doit d'apaiser. A l'occasion du 37^{ème} anniversaire de la Révolution, M. Qadhafi a délivré un discours qui s'est inscrit dans la peur de l'incertitude, l'objectif étant de rassurer les piliers du régime, les comités révolutionnaires : « Soyez prêts à n'importe quel moment à écraser les ennemis de l'intérieur qui tenteraient de s'opposer à la marche du peuple... Lorsque nous avons mené la Révolution, nous ne voulions pas du pouvoir pour nous-mêmes, mais nous l'avons assumé pour le peuple, nous ne permettrons à personne de le voler au peuple »⁵. La peur de voir le projet des réformateurs – une Libye révolutionnaire capitaliste – dérailler, ouvrant une fenêtre de tir aux opposants au régime est manifeste. Les comités révolutionnaires ont gardé en mémoire la pétition signée par 108 membres, peu avant la visite, en mars 2004, à Tripoli, de William Burns qui appelait à des changements radicaux⁶.

³ Welfare in the Mediterranean Countries. Great Arab Popular Socialist Libyan Jamahiriyya. <http://www.unpan.org/>

⁴ Zidan Mohamed, « Libye la fin des illusions », *La lettre du Cermam*, n°9, décembre 2005.

⁵ Discours de M. Qadhafi, 2 septembre 2006, Agence de presse libyenne, JANA.

⁶ Call For Reform in Libya, "A vision Of Libya's Future".

Les événements de Benghazi constituent une bonne illustration de leur inquiétude. Le 17 février 2006, devant le consulat d'Italie, des manifestants encadrés par les comités révolutionnaires ont commencé à scander des slogans anti-italiens, en réaction à la provocation d'un ministre italien portant un sous-vêtement où était reproduite l'une des caricatures danoises. Mais très vite, des slogans anti-Qadhafi ont fusé et la police, débordée, a tiré sur la foule, faisant onze morts et plus de soixante blessés. Après cet événement, tous les dignitaires du régime se sont rendus à Benghazi afin de calmer les esprits. Le ministre de l'Intérieur a été limogé pour « usage disproportionné de la force » et des Frères musulmans, originaires de cette région et emprisonnés depuis 1998, ont été libérés. A la répression des années quatre-vingt-dix, le régime, sous la houlette de Seif El Islam, a mis en œuvre une politique de réconciliation avec les islamistes. A titre symbolique, la prison de Abou Salem, où des centaines de détenus islamistes ont été tués à la suite d'une mutinerie en 1996, a été détruite, en octobre 2009 ; cinquante six prisonniers, tous anciens membres du GICL (groupe islamiste libyen combattant) ont été libérés.

Cette tension autour des transformations politiques est de peu d'effet sur l'ouverture économique du marché libyen. Les sanctions levées, la Libye est l'objet de l'attention des compagnies pétrolières internationales qui perçoivent dans ce pays un des derniers *Eldorado* en Méditerranée⁷. Dès septembre 1999, le ministre du Plan et de l'Economie, Abdel Hafiz Al Zalaytani souligne qu'entre 2001 et 2005, le gouvernement va investir 35 milliards de dollars (60% par l'Etat et 40% par IDE) dans les secteurs de l'industrie du pétrole et l'industrie de l'électricité. Pour les prochaines vingt années, le pays, souligne-t-il, aura besoin d'environ 150 milliards de dollars (dont 60% par l'Etat) d'investissements. Pour les autorités, ce sont des atouts indéniables qu'il devient nécessaire d'exploiter dans le cadre du basculement de la Libye dans le « bon camp ». Mais comme en Algérie, c'est le secteur des

⁷ Seulement 25% des réserves de gaz et de pétrole sont exploitées. Interview de Tarek Hassan, director of planning at the Libyan NOC, *New York Times*, 23 July 2004 .

hydrocarbures qui attire l'essentiel des investissements. Si le secteur pétrolier est la priorité du gouvernement, les infrastructures civiles malmenées durant l'embargo, ne sont pas pour autant délaissées. Fin septembre 2007 s'est tenue à Genève une réunion supervisée par Phoenicia Group Libya LLC, regroupant des responsables du gouvernement et des investisseurs. Les enjeux ont porté sur la réalisation d'un ambitieux plan de développement en termes d'infrastructures : construction d'aéroports, autoroutes, logements, écoles, hôpitaux et un train régional (trans-Africa) de 4800 km reliant la Tunisie à l'Égypte et les villes de Sebha et Sirtre au Tchad et au Mali. Les revenus issus de la rente pétrolière permettent une politique d'investissements soutenue. L'ambition du gouvernement est de créer une zone commerciale de Zuwarah à Bukamash. Soutenu par Saadi al Qadhafi, le troisième fils de Qadhafi, ce projet (The road to the Future) a été présenté en septembre 2007 : il ferait de la côte libyenne une zone comparable à « New York, Monte Carlo et Hong Kong » soulignait-il lors d'une conférence de presse. Toute une série de projets sont prévus : The Socialist Port Authority, en charge de la gestion des sept ports commerciaux, prévoit d'agrandir le port de Misurata pour atteindre une capacité de 6 millions de tonnes de marchandises par an. Le Railway Executive Board a un programme de réseaux ferroviaires dont le Sirte-Benghazi (600km), le Benghazi-Tobruk (470km) et enfin, un métro à Tripoli...

Le troisième choc pétrolier a restauré les atouts de la Libye. En septembre 2009, le régime qui a fêté en grande pompe les quarante ans de la Révolution, a retrouvé grâce à ses réserves en dollars (100 milliards de dollars en 2008) une aura qu'il croyait à jamais perdue. Après les excuses de l'Italie de Berlusconi et la compensation de 5 milliards de dollars, répartie en investissements sur 25 ans, c'est le président du Conseil Fédéral de la Suisse qui s'est excusé pour le traitement infligé par la police à Hannibal, le plus jeune fils de Qadhafi, dans un palace de Genève⁸. En septembre 2009, la justice écossaise a libéré, pour « raisons

⁸ Le 15 juillet 2008, Hannibal Qadhafi, le quatrième fils de Qadhafi, et sa femme avaient été arrêtés à Genève, suite à une plainte de deux employés de maison qui les accusaient de les avoir frappés. Après le dépôt d'une caution, le couple était libéré. En représailles, la Libye cessait d'approvisionner la Suisse en pétrole, réduisait ses échanges commerciaux et prenait en otages deux ressortissants suisses. Afin sortir de la logique d'une crise

humanitaires » Ali Basset Meghari, pourtant jugé coupable de l'attentat de Lockerbie. Enfin, la Libye a pris pour un an la présidence du Conseil de sécurité aux Nations Unies. En 2009, le régime libyen a redécouvert tous les charmes et les avantages de la richesse pétrolière.

***Luiz Martinez, directeur de recherche Sciences Po,
spécialiste du Maghreb et du Proche-Orient au CERI,
auteur de *The Libyan Paradoxe* (Hurst, 2007)**

diplomatie, le président du Conseil Fédéral « s'excusa » et déclencha une crise politique en Suisse, car la Libye ne pardonna pas pour autant et garde toujours les deux ressortissants suisses !